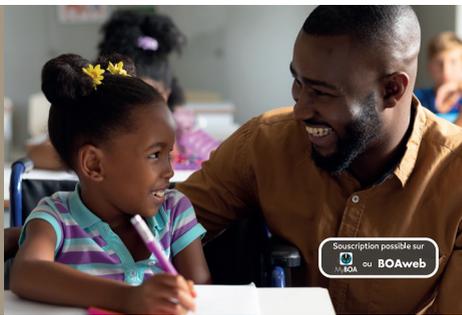


TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



Subscription possible sur
BOAweb

Jusqu'à **5** mois de salaire*

Réponse en **24H****

Remboursable sur **11** mois maximum

40 FANS **BANK OF AFRICA**
BMCE GROUP

www.boaogo.com

N°070 | Vendredi 28 juin 2024 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA



IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

8201

Le centre d'appel fait **peau neuve** et devient **centre de contacts**

Meye tchoin

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ÉVÉNEMENT

Quels préparatifs pour le 9^e congrès panafricain de Lomé ?

Lomé organise le 9^e congrès panafricain. Le Togo et l'Union Africaine assurent vouloir garantir « la continuité historique du mouvement panafricaniste, mais aussi raviver la flamme du panafricanisme dans le contexte actuel où l'Afrique peine à faire véritablement entendre sa voix sur la scène mondiale ». **P. 3**

SAVE THE DATE

Renewal of Pan-Africanism and Africa's place in global governance :
Mobilizing resources and reinventing ourselves to act

9^e PAN-AFRICAN CONGRESS
Lomé 2024

POLITIQUE

Analyse approfondie de Kanka-Malik Natchaba sur la nouvelle constitution et ses implications

P. 2



ÉCO-FINANCE

B0A-Togo s'associe au gouvernement pour financer le secteur agricole

P. 5



SOCIAL

Collecte de sang: Coris Bank International-Togo offre 50 millions et du matériel au CNTS

P. 4



PUBLI REPORTAGE

Loto Matinal: La LONATO lance un nouveau tirage pour donner plus de chances aux parieurs



ANALYSE

Les forces étrangères et la sécurité Africaine: l'exemple paramilitaire Russe.

P. 2

Analyse approfondie de Kanka-Malik Natchaba sur la nouvelle constitution et ses implications

Depuis le 6 mai dernier, le Togo est doté d'une nouvelle constitution marquant le passage à une 5e République avec un régime parlementaire. Cette nouvelle gouvernance, précédée d'une période transitoire, suscite de nombreuses interrogations parmi les Togolais et nécessite des explications approfondies. C'est dans ce contexte que l'ancien Secrétaire général du Gouvernement, Kanka-Malik Natchaba, s'est exprimé ces derniers jours à travers plusieurs médias locaux.

Celui qui est également Délégué national du MJU (Mouvement des Jeunes UNIR) a souligné que la nouvelle constitution prévoit des dispositions pour guider la bascule des anciennes institutions vers les nouvelles. « Les institutions de l'ancienne république demeurent valides, comme le stipule l'article 95 de la nouvelle constitution de la 5e République. Un délai maximal de 12 mois est prévu pour la mise en place effective des nouvelles institutions. Pendant cette période, les institutions existantes continuent de fonctionner et d'exercer leurs activités. Ainsi, la continuité dans les fonctions du Président

de la République actuel est cohérente et conforme à la constitution de la 5e République », a-t-il expliqué.

Selon le ministre, après la démission du gouvernement, le Président de la République, conservant ses pouvoirs et prérogatives selon la nouvelle constitution, va naturellement nommer un Premier ministre.

« Il revient au président de choisir au sein de son équipe celui qui sera capable de diriger le gouvernement. Ce gouvernement aura pour mission de finaliser l'installation des nouvelles institutions tout en poursuivant, bien sûr, les actions déjà engagées », a-t-il ajouté.

Pour le M. Natchaba, le Togo vit actuellement une période de passage de relais entre les institutions de la 4e République et celles de la 5e.

« i n'y a pas eu de rupture de l'ordre constitutionnel, souligne-t-il. Nous sommes dans une continuité du passage d'une constitution à une autre ».

Le ministre a également expliqué le fonctionnement des institutions sous la 5e République, notamment le rôle du président de la République et du président du Conseil des ministres.



A ce sujet, il a précisé que l'entrée en fonction de ces personnalités sous la 5e République doit se faire simultanément selon un calendrier précis en lien avec la mise en place du Sénat.

« Actuellement, la désignation d'un Président du Conseil des ministres est prématurée. Conformément à la nouvelle constitution, cette désignation nécessite la mise en place de la deuxième

chambre du parlement, le Sénat. Ces deux chambres procéderont à l'élection du Président de la République. Il est donc crucial de mettre en place ces institutions simultanément pour assurer un équilibre institutionnel », a-t-il détaillé.

En ce qui concerne la mise en place du Sénat, M. Natchaba a annoncé que des étapes impor-

tantes ont déjà été franchies. « Le processus d'élection des sénateurs est en cours, ces derniers étant élus par les conseillers municipaux et régionaux. Des actes administratifs ont été initiés à cet effet, le ministre de l'administration territoriale ayant déjà demandé aux préfets d'établir la liste électorale pour ce scrutin », a-t-il conclu.

Imagine Demain

ELECTIONS : UNIR salue l'engagement des femmes des marchés du Grand-Lomé

La Faitière des Associations des Marchés du grand-Lomé (FAMaL) a accueilli, dimanche 23 juin, une délégation des candidats du parti Union pour la République (UNIR) dans les locaux du marché de Kégué.

L'objectif du parti UNIR était d'exprimer aux représentants des 49 marchés composant cette faitière des remerciements pour leur mobilisation derrière le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, lors des dernières élections législatives et régionales.

« Il faut toujours remercier ceux qui te soutiennent. Les femmes

des marchés du Grand Lomé ont été unies et déterminées pendant la période électorale pour la victoire de notre grand parti. Elles ont démontré leur attachement à la politique de paix et de cohésion sociale prônée par le chef de l'État. Cela s'est traduit dans les urnes avec une victoire écrasante pour le parti. Merci à elles, nous allons poursuivre les œuvres de développement en leur faveur », a déclaré Rose Kayi Mivédor, ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale et récemment élu député du parti pour la préfecture du Golfe.

Les nouveaux députés et élus

régionaux ont indiqué que, leur devoir sera toujours de répondre aux attentes de la population, surtout pour ce qui concerne les marchés.

Du côté des femmes des marchés, c'était aussi une occasion de remercier le chef de l'État, pour la confiance placée en elles. En effet, pour ce double scrutin, le parti UNIR a positionné deux leaders des marchés du Grand Lomé sur la liste de ses candidats, ce qui a réjoui la FAMaL et ses membres.

« Aucun parti n'a pensé à nous, les femmes des marchés. Sauf le parti UNIR et son président, notre champion, qui ont décidé



Mobilisation des femmes des marchés autour de Rose Kayi Mivédor

de nous honorer et de nous positionner à ce niveau afin que nos camarades puissent désormais avoir un répondant plus proche d'elles. Seule UNIR fait confiance aux femmes de marché. C'est à saluer, c'est encore un signe démontrant la politique d'inclusion sociale prônée par le Président Faure. Nous lui disons merci et promettons d'être toujours derrière lui », a laissé entendre Mme Pascaline Dangbaie, pré-

sidente de la FAMaL et par ailleurs conseillère régionale dans la maritime.

La rencontre a été marquée par une ambiance conviviale à travers des moments de réjouissance populaire et des échanges de discussions francs et décomplexés entre les autorités et les membres de la FAMaL.

Amen Le Saint

Quels préparatifs pour le 9^e congrès panafricain de Lomé ?

Lomé organise le 9^e congrès panafricain. Le Togo et l'Union Africaine assurent vouloir garantir « la continuité historique du mouvement panafricaniste, mais aussi raviver la flamme du panafricanisme dans le contexte actuel où l'Afrique peine à faire véritablement entendre sa voix sur la scène mondiale ».

L'événement est organisé sous le thème « Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser des ressources et se réinventer pour agir ». Il se tient conformément à l'Agenda 2021-2031 de la « Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine » et après à une décision prise lors la 36^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue les 18 et 19 février 2023 à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Le 9^e congrès panafricain réunira du 29 octobre au 02 novembre prochain, à Lomé, les chefs d'État et de gouvernement, les représentants de la diaspora, les universitaires et les chercheurs, les acteurs de la société civile et les représentants du secteur privé.

Les travaux ont officiellement démarré le 22 mai 2023 par une cérémonie solennelle à Lomé. Un Haut comité de la Décennie des racines et de la diaspora africaine composé d'une quinzaine de membres a été créé. Des points focaux nationaux pour soutenir la préparation du congrès avaient été désignés. Ensuite les rendez-vous se sont enchaînés. La sixième session du Haut comité chargé de l'Agenda de la Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine a décidé, le 13 juin 2023, l'organisation de consultations dans les six régions, et d'inclure la Diaspora, dans le cadre des préparatifs.

Le 4 décembre 2023, l'Afrique du Sud a accueilli la première conférence régionale préparatoire de l'Afrique Australe sur le thème de: « Panafricanisme, sciences, savoirs et technolo-



Un visuel annonçant le 9^e congrès panafricain de Lomé

gies ».

La conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest a eu lieu le 14 mars 2024 à Bamako, la capitale malienne, sur le thème « Diasporas, Afro-descendants et développement ».

Le 18 avril, s'est déroulé en ligne, sous la présidence du Maroc et du Togo, la conférence régionale de l'Afrique du Nord sur le thème « Panafricanisme et Migration ».

Le thème de la conférence préparatoire de la région Afrique Centrale, organisé par visioconférence depuis Brazzaville, le 24 mai, était « Panafricanisme économique et émergence africaine ».

Lors de ces différentes conférences, plusieurs spécialistes et panafricanistes de différents domaines, des intellectuels de la sous-région en question émettent des recommandations et des propositions en rapport avec leur thème.

Les membres du comité international de préparation du congrès panafricain de Lomé, ont pour mission de décliner les grandes orientations du congrès, de suivre les activités de préparation et d'autres initiatives connexes.

Le congrès de Lomé de cette année sera la 9^e rencontre qui se tiendra selon des modalités bien rodées. Les cinq premiers Congrès s'étaient réunis en de-

hors de l'Afrique, à Paris d'abord en 1919, puis simultanément à Londres, Bruxelles et Paris. Le 3^e congrès s'est tenu à Londres et Lisbonne, le 4^e à New York et le 5^e à Manchester. A partir du 6^e congrès, les rencontres se sont faites en Afrique, à Dar es Salam en Tanzanie, puis Kampala en Ouganda et le 8^e de Johannesburg en Afrique du Sud.

Le rendez-vous de Lomé sera « l'opportunité privilégiée pour les africains vivant sur le continent, de la diaspora et les afro-descendants de se retrouver, d'échanger et de prendre des résolutions fortement pertinentes destinées à soutenir le processus de développement continental et les efforts collec-

tifs de nos États pour améliorer la participation et la représentativité de l'Afrique dans la gouvernance mondiale », informent les organisateurs.

« Les diasporas africaines et afro-descendantes de la France d'Outre-mer tout comme les diasporas africaines des autres contrées de la terre sont très attendues à Lomé cette année, pour la beauté de la messe du 9^e congrès panafricain », précisent-ils.

Cet événement est organisé à un moment où le panafricanisme est devenu populaire et on ne sait parfois que mettre dedans.

Joseph Mensah-Boboe

COLLECTE DE SANG : **Coris Bank International-Togo offre 50 millions et du matériel au CNTS**

Coris Bank International Togo a apporté sa contribution à la Journée internationale du don de sang, le 14 juin 2024 en offrant 50 millions de FCFA au Centre national de transfusion sanguine (CNTS) de Lomé, pour alléger au mieux les charges du centre. Elle a aussi offert divers équipements comprenant : dix lits de prélèvement pour renforcer la capacité de collecte de sang du CNTS, 5000 kits de collations pour encourager les donateurs et leur permettre de reprendre des forces après la transfusion, 100 blouses pour permettre aux professionnels de santé de se protéger et de s'identifier facilement et 2500 t-shirts pour les donateurs. Alassane Kabore, directeur général de Coris Bank International Togo, a participé à l'événement,



Remise de dons par Alassane Kabore (au milieu).

pour exprimer l'empathie et l'engagement de son institution envers la cause du don de sang. Selon Moïse Mafongoun, responsable du département marketing et communication, Coris Bank International s'engage à appor-

ter les moyens nécessaires par le biais de sa Fondation Coris pour rendre la poche de sang plus accessible aux Togolais. Ainsi, « La Banque Autrement » va mettre à disposition du CNTS un nouveau bus entièrement équipé afin de



Des cadres de la banque présents lors de la remise

permettre les prélèvements de sang sur tout le territoire togolais. Le patron de Coris Bank International, M.Kabore, a exprimé l'engagement de l'institution et du groupe Coris à soutenir les

activités du CNTS. Cet engagement se traduira également par la prochaine campagne de don de sang prévue au siège de Coris Bank International Togo dans les prochaines semaines.

Amen leSaint

ANALYSE

Les forces étrangères et la sécurité Africaine : l'exemple paramilitaire Russe.

L'arrivée de mercenaires Russes au Burkina Faso le 18 juin 2024 illustre l'intervention croissante d'Africa Corps (ex-Wagner) en Afrique. Ces forces paramilitaires remplacent les forces armées conventionnelles occidentales. Les exactions des premières et la relative inefficacité des secondes questionne la structure de la sécurité Africaine, et la réalité du besoin d'une action étrangère.

L'Africa Corps en Afrique : changement de forme, continuité de fond.

L'Africa Corps est né de la dissolution de Wagner à la mort d'E. Prigojine (août 2023). Ce nouveau groupe paramilitaire n'est donc plus une société militaire privée, puisqu'il est dirigé par le SVR (renseignement extérieur Russe). Toutefois, les méthodes instaurées par Prigojine demeurent : brutalité, désinformation, et propagande. L'arrivée de mercenaires Russes au Burkina Faso (18 juin 2024) questionne l'action de l'ex-société militaire privée. Le groupe paramilitaire semble apprécié des chefs d'États au caractère autoritaire et remplace graduellement l'in-

tervention des armées conventionnelles occidentales en Afrique. Effectivement, le groupe oscille entre des actions de lutte contre le terrorisme et de stabilisation du pays, et des exactions sur la population civile, ainsi qu'une appropriation de ressources naturelles. Par-exemple en République Centrafricaine (RCA), où l'Africa Corps soutient le régime contre les rebelles, récupère des accords d'exploitation des ressources naturelles, et commet des crimes contre la population (enquête The Sentry).

Enjeux de la présence paramilitaire Russe en Afrique : les principaux avantages pour la Russie.

L'Africa Corps soutient généralement des régimes forts, comme ceux de la ceinture des coups d'État (Niger, Mali...). Renforcer ces régimes militaires et les maintenir dans le temps permet à Moscou de normaliser les régimes durs et donc de renforcer la légitimité internationale de la Russie. L'Africa Corps permet à la Russie de s'approprier des ressources naturelles (par-exemple en RCA). L'Africa Corps est aussi un outil permettant de saper les

positions stratégiques de l'Occident en Afrique : par de la propagande, et le remplacement de missions auparavant occidentales, comment au Mali en 2022.

Enjeux de la présence paramilitaire Russe en Afrique : les conséquences pour l'Afrique.

Le groupe paramilitaire sert de soutien aux gouvernements autoritaires, sans remise en question de leur action. Cela évince donc les questions de la démocratie libérale et des droits humains, et les ralentit leur développement sur le continent Africain. Cette présence est également une forme de néo-colonialisme militaire et économique, puisqu'elle appuie les acteurs qui lui sont favorables et pille les ressources naturelles (Blood Gold Report) au détriment du peuple. La conséquence la plus dramatique est la brutalisation et les exactions commises contre les civils, notamment des viols et des meurtres (enquête The Sentry).

Les acteurs de la sécurité en Afrique.

Les principaux acteurs de la sécurité en Afrique sont les forces

armées nationales et étrangères (régionales ou non), ainsi que les forces paramilitaires (privées ou non). Pour les forces étrangères, elles ont pour missions usuelles la formation des troupes Africaines, ainsi que le rétablissement et le maintien de la paix. Or, certaines forces, notamment paramilitaires sont à la dérive, et réalisent dans les faits un mandat différent, dans le non-respect du droit humanitaire.

L'Afrique doit-elle confier sa sécurité à des acteurs extérieurs ?

Déterminer cela nécessite une réflexion très large. Voici les principaux éléments à considérer. D'abord, les forces (para) militaires servent avant toute chose le dessein de leur chef. Ce dessein ne coïncide pas toujours avec l'intérêt du peuple africain. Ainsi, avant de confier la sécurité à des acteurs extérieurs, les États devraient interroger les véritables motifs de cette aide, et le peuple devrait espérer que le gouvernement ne soit pas corrompu. De ce fait, des acteurs régionaux ne sont pas nécessairement mieux intentionnés que des acteurs plus lointains.

En outre, les États Africains devraient limiter le mandat des acteurs extérieurs à la formation d'une armée efficace, pour stabiliser eux-mêmes leur pays. Cette limitation est possible tant que l'État n'est pas failli. Si tel était le cas, le rétablissement de la paix puis la stabilisation devraient évidemment être confiée à une force internationale. En ce sens, les États Africains devraient développer leurs propres capacités d'intervention régionale. Si la CÉDÉAO s'est déjà avérée utile (ECOMOG au Libéria), récemment, elle a été impuissante contre les coups d'État de l'été 2023. Toutefois, l'ensemble de ces mesures ne sauraient suffire. C'est d'abord le développement et la diminution des injustices qui aidera à stabiliser le continent Africain et à réduire le nombre de guerres.

Venturini Jérôme, Analyste géopolitique junior InterGlobe Conseils, cabinet-conseil en expertise géopolitique et communication stratégique <https://www.interglobeconseils.org>, direction@interglobeconseils.org

BOA-Togo s'associe au gouvernement pour financer le secteur agricole



Le mercredi 19 juin 2024, le gouvernement togolais, par le biais du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural, a conclu un partenariat avec Bank Of Africa - Togo (BOA-Togo). Cet accord vise à offrir aux agriculteurs togolais des crédits avantageux pour l'achat de machines agricoles modernes et le financement de leurs activités, contribuant ainsi à l'amélioration des chaînes de valeur agricoles.

BOA-Togo propose des solutions financières adaptées aux besoins des PME, elle agit donc naturellement en milieu rural.

Ce partenariat avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural s'inscrit dans le cadre des initiatives de la banque. BOA-Togo mettra à disposition son expertise financière afin d'améliorer l'accès aux équipements et ressources nécessaires aux agriculteurs togolais. Outre les crédits, ce partenariat comprendra des formations techniques, des conseils spécialisés et un soutien logistique pour optimiser l'utilisation des nouvelles technologies agricoles.

«Le partenariat entre les deux institutions vise à financer tous les projets relevant des maillons des chaînes de valeur agricole, notamment la fourniture d'intrants, les prestations de services agricoles, la production, l'irrigation, la mécanisation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles», souligne un communiqué de la banque qui précise aussi que « Le montant global des fonds sera alloué sur la base des projets soumis par où à tra-

vers le MAEDR à BOA-Togo ».

BOA-Togo accordera des prêts aux acteurs des chaînes de valeur agricoles présentés par le ministère, après avoir étudié et s'assuré que des dossiers respectent les conditions d'octroi de crédit de BOA-Togo. Le montant des prêts sera fonction des besoins exprimés et validés par les projets des acteurs.

Le directeur général de BOA-TOGO, Youssef Ibrahimy met en lumière l'importance de ce projet, visant à améliorer les rendements agricoles, faciliter le quotidien des agriculteurs et contribuer significativement au PIB national.

« L'objectif ultime de ce partenariat est de faire du Togo un modèle de réussite agricole en Afrique. En unissant nos forces, nous croyons fermement que nous pouvons transformer le secteur agricole togolais, accroître sa compétitivité et garantir une croissance durable », a-t-il déclaré.

Antoine Lekpa Gbegbeni, ministre de l'Agriculture, a également salué l'engagement de BOA-Togo à soutenir les entrepreneurs agricoles, réaffirmant la volonté du ministère de renforcer le soutien technique et financier aux acteurs du secteur.

« Nos services techniques mettront tout en œuvre pour renforcer le dispositif d'appui-conseil aux différents acteurs agricoles, les accompagner dans la constitution de dossiers solides et assurer une éducation financière efficace », a promis le ministre.

De plus, le ministère de l'Agriculture a signé une convention avec SUNU Assurances pour soutenir les entrepreneurs agricoles, consolidant ainsi son engagement en faveur du développement de l'agriculture togolaise.

Le groupe Bank Of Africa s'est engagé à accompagner les PME en Afrique avec une enveloppe de 770 milliards de francs CFA.

Amen leSaint



Youssef Ibrahimy (à gauche) et Antoine Lekpa Gbegbeni



Youssef Ibrahimy (à gauche) et Antoine Lekpa Gbegbeni



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur Général

Tété B. MENSAB-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:

Jean-François Pollet

Directeur de publication

ANIKA Koffi Amen

Tél : +228 91024439

Comité de Rédaction:

Joseph Mensah-Boboe

Gilles Lawson

Service commercial:

(+228) 70353590 /

93231786 / 79483748

Mise en page

A. Maxime +228 91 08 91 02

Imprimerie

Light Print, Qt Forever
1000 exemplaires)

Distribution

DAMALI Kossi

Contacts

Avepzo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786

LOTO MATINAL :

La LONATO lance un nouveau tirage pour donner plus de chances aux parieurs

La Loterie nationale togolaise (LONATO) a annoncé jeudi 27 juin dernier, lors d'une conférence de presse, l'introduction d'un nouveau tirage journalier à compter du 1^{er} juillet.

Dénoté «Loto Matinal», ce tirage se fera du lundi au samedi à partir de neuf heures.

«Dans le souci d'amélioration de ses services et d'optimisation de ses offres, la LONATO va introduire dans son portefeuille de produits un troisième tirage de Loto quotidien à partir du 1^{er} juillet 2024. Ce tirage se déroulera du lundi au samedi à 9 heures et la mise minimale sera de 100 francs CFA par ticket avec la possibilité de parier sur 10 grilles par ticket comme pour tous les autres produits déjà existants. Plus de tirage, c'est plus de gains à gagner chaque jour», a déclaré le Directeur Marketing et de l'Innovation à la LONATO, Justin Amedome.

Avec Loto Matinal, le nombre de tirages de la LONATO passe désormais à 3 par jour et à 16 par semaine. La particularité de ce nouveau tirage est la possibilité offerte aux parieurs de gagner dans un double sens du tirage, notamment sur les cinq premiers numéros et sur les cinq derniers numéros.

«Si vos numéros sortent dans les 5 premières ou 5 dernières positions, vous gagnez en sachant que toutes les 90 boules sont tirées», indique M. Justin Amedome.

Ainsi, les modalités du tirage changent. La totalité des 90 boules de Loto Matinal sont tirées. Les cinq premières boules sont déclarées gagnantes ainsi que les cinq dernières. Cette nouveauté doit introduire de la diversité dans les tirages et augmenter les chances des parieurs.

Depuis 2023, la LONATO, dans une vision de citoyenneté, de facilitation et de proximité, a introduit d'importants changements dans son environnement de jeu. La société a augmenté le nombre des terminaux de jeu interconnectés de 5 000 à 8 000, ramené le temps de clôture des ventes au niveau des TPM à 5 minutes de la clôture du tirage contre 4 heures aupa-



Justin Amedome le 27 juin à Lomé

ravant, et également réduit le montant de mise minimale. Ce montant est désormais de 100 FCFA au lieu de 300 FCFA.

Aussi, la LONATO a pris des dispositions pour faciliter le paiement des gains des parieurs. Ce paiement se fait dorénavant au niveau de tous les points de vente sur l'ensemble du territoire, en respectant certaines conditions.

«Les parieurs pourront se faire payer leurs gains inférieurs à 500.000 F CFA dans tous les points de vente, sur toute l'étendue du territoire, quel que soit le lieu de validation des tickets. Les gains supérieurs à 500.000 F CFA, seront pour leur part disponibles dans une agence de la LONATO ou à la Direction Générale», a indiqué le Directeur Marketing et de l'Innovation.

En clair, un parieur qui joue dans un point de vente à Lomé peut retirer son gain dans un autre point de vente à Cinkassé lorsqu'il est appelé à effectuer un déplacement.

Halte aux arnaqueurs

Au cours de la conférence, la direction générale de la LONATO a attiré l'attention des parieurs, sur les nouvelles formes d'arnaques qui se développent ces

derniers temps. Ces arnaques se font généralement sur les réseaux sociaux.

«Certains individus mal inten-

tionnés, se faisant passer pour du personnel de la LONATO, créent des groupes sur les réseaux sociaux qu'ils utilisent

pour arnaquer d'honnêtes citoyens, prévient la LONATO. Les arnaqueurs intègrent des numéros de téléphone sur une plateforme de discussion. Ensuite, ils font croire à leurs victimes qu'ils détiennent des numéros gagnants aux tirages de la LONATO et leur demandent de verser des sommes d'argent pour les obtenir. Ils affichent de fausses pièces d'identité qui indiquent qu'ils font partie du personnel de la LONATO, des tickets falsifiés considérés comme gagnants, ainsi que des numéros de téléphone de prétendus gagnants. Ces agissements constituent une pure arnaque et sont sévèrement punis par la loi», a expliqué le Directeur Marketing, qui a invité les parieurs à éviter les services des personnes qui leur proposent des numéros gagnants en ligne.

Il faut rappeler que l'accès aux salles de jeux est strictement interdit aux moins de 18 ans. Les parents sont invités à y veiller pour une pratique de jeu responsable.

A graphic advertisement for Loto Matinal. It features the text 'Loto Matinal' in a stylized font, 'NOUVEAU' in a yellow box, and 'LA CHANCE du matin' in large letters. Below this, it says 'Une autre possibilité de GAGNER PLUS' and '9 heures'. There are also logos for 'DOUBLE CHANCE' and 'LONATO'. The background is green and blue with coffee cups and lottery balls. At the bottom right, there is a small text: 'Offre soumise à conditions. Jouez de manière responsable. 18+'.

Armand

Éthique et transparence dans les relations publiques : la nécessité de bâtir la confiance à l'ère de la désinformation

Par **Cyrille Djami**, Consultant en Communication stratégique, Senior content writer et fondateur de CommsOfAfrica

Avec la croissance fulgurante du digital, la désinformation se propage à une vitesse fulgurante, mettant en péril la crédibilité des institutions et des entreprises. Dans ce contexte, l'éthique et la transparence deviennent des piliers indispensables pour les professionnels des relations publiques (RP). Ainsi, bâtir et maintenir la confiance du public repose sur des pratiques rigoureuses et transparentes, surtout lorsque les fausses informations peuvent facilement influencer l'opinion publique. Dans cet article, nous explorons l'importance de l'éthique et de la transparence dans les RP, en mettant en lumière des stratégies concrètes pour conserver la crédibilité et la confiance du public.

L'importance de l'éthique et de la transparence dans les relations publiques

L'éthique dans les relations publiques n'est pas seulement une question de moralité, mais une nécessité stratégique. Elle implique des pratiques honnêtes, la divulgation de la vérité et le respect des standards professionnels. La transparence, quant à elle, consiste à rendre

les informations accessibles et compréhensibles, permettant ainsi au public de prendre des décisions éclairées.

Dans un environnement saturé de désinformation, les organisations doivent se distinguer par leur intégrité. Par exemple, pendant la pandémie de COVID-19, de nombreuses entreprises ont dû naviguer à travers une mer d'informations erronées. Celles qui ont réussi à maintenir la confiance du public étaient celles qui communiquaient de manière transparente et éthique, en partageant des informations vérifiées et en corrigeant les fausses rumeurs.

Quelques stratégies pour maintenir la crédibilité et la confiance

1. La transparence proactive:

La transparence ne doit pas être réactive mais proactive. Les organisations doivent anticiper les questions du public et fournir des informations claires et précises avant même qu'elles ne soient demandées. Nous pouvons illustrer ceci par le fait que lors du lancement d'un nouveau produit, par exemple, une entreprise peut publier des informations détaillées sur les tests

de sécurité, les ingrédients utilisés et les processus de fabrication. Cette démarche proactive montre de ce fait que l'organisation n'a rien à cacher, ce qui renforce la confiance.

2. L'établissement de protocoles d'éthique:

Les entreprises doivent développer et respecter des codes d'éthique stricts. Cela inclut des politiques internes sur la vérification des informations, l'engagement à la transparence et des procédures pour gérer les conflits d'intérêts. Un bon exemple est la Charte de Munich, un code de déontologie du journalisme, qui peut servir de modèle pour les professionnels des RP afin de guider leurs pratiques éthiques.

3. L'engagement avec les publics:

Impliquer activement les publics dans les processus décisionnels peut renforcer la confiance. Les réseaux sociaux offrent une opportunité unique pour cela. A titre d'illustration, les entreprises peuvent organiser des sessions de questions-réponses en direct, mener des sondages et encourager les retours d'expérience. Plusieurs



Cyrille Djami

réseaux sociaux permettent aujourd'hui de faire des sondages en quelques clics (Instagram, X (anciennement Twitter), les chaînes WhatsApp). Par exemple, une entreprise technologique peut demander à ses utilisateurs des retours sur une nouvelle fonctionnalité et prendre en compte leurs suggestions pour l'améliorer.

4. La formation continue des employés:

Comme je le dis régulièrement, la formation continue est primordiale pour l'évolution des collaborateurs. De ce fait, les professionnels des RP doivent régulièrement mettre à jour leurs connaissances sur les meilleures pratiques en matière d'éthique et de transparence. Les ateliers, séminaires et certifications peuvent aider à maintenir un haut niveau de compétence et d'intégrité. The Comms Avenue - TCA (un organisme nigérian de renforcement des capacités des communicants en Afrique), tout comme les CAP (Congrès Africains des Professionnels) par exemple, proposent régulièrement des formations sur des problématiques variées dans nos métiers. Ce qui peut servir de ressource précieuse pour les praticiens.

5. La gestion des situations sensibles avec honnêteté:

Il est indéniable qu'en période de crise, la manière dont une organisation communique peut faire ou défaire sa réputation.

La reconnaissance rapide des erreurs, des excuses sincères et des mesures correctives transparentes sont essentielles. Lors du scandale de Volkswagen en 2015, par exemple, la reconnaissance publique de la tricherie sur les tests d'émissions et les efforts pour corriger les véhicules affectés ont été des étapes cruciales pour regagner la confiance des consommateurs. Ceci est l'un des nombreux cas de communication et de gestion de crise qui inspirent le professionnel que je suis.

En ces temps où la désinformation est omniprésente, l'éthique et la transparence ne sont pas seulement des valeurs ajoutées, mais davantage des éléments fondamentaux pour les relations publiques. Grâce aux pratiques transparentes et éthiques, les organisations peuvent non seulement se prémunir contre les effets négatifs de la désinformation, mais aussi renforcer et maintenir la confiance de leurs différents publics. Les stratégies comme la transparence proactive, l'établissement de protocoles d'éthique, l'engagement avec les publics, la formation continue des employés et la gestion honnête des crises sont essentielles pour s'en sortir dans le paysage médiatique complexe d'aujourd'hui. En fin de compte, la confiance est un capital précieux qui se construit patiemment et se maintient grâce à une éthique et une transparence sans compromis.

www.innovup.fefa-togo.org





Besoin de financement ?

Pour développer votre entreprise

Nous soutenons les femmes entrepreneurs!

Bénéficiez du financement accordé par la BOA-TOGO aux femmes entrepreneures togolaises à travers la FEFA-TOGO.

Sessions d'informations chaque Vendredi à 15h jusqu'en fin Juillet 2024
<https://meet.google.com/rbj-dmuv-jac>

Pour plus d'informations : +228 92 69 84 46

Siège de la FEFA/INNOVUP sis à Djidjole, dans le von de la Clinique Bayor

F-SERIES SPECIFICATIONS



F-SERIES

www.isuzu.co.za    

ISUZU

With you, for the long run